

PUBLICATION

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France

3^{ème} Trimestre 2022



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2022

Le nombre de procédures augmente de 69 %, un taux jamais observé en 25 ans, mais reste très inférieur aux seuils de 2019.



Paris, le 11 octobre 2022 –

Le groupe Altares – expert historique et référent de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3^e trimestre 2022.

Avec 8950 procédures collectives ouvertes entre le 1er juillet et le 30 septembre, le niveau des défaillances augmente de 69 % comparé à l'été 2021, un taux jamais observé depuis 25 ans. Sur 12 mois glissés, la barre des 38 000 défauts a été franchie. Avec 10 000 procédures de plus sur un an (+34 %), la France renoue avec les niveaux de défaillances de l'été 2020, mais reste encore loin des 53 500 procédures observées fin septembre 2019.

Dans le détail des secteurs, les activités B2C (commerce de détail, restauration, services à la personne) sont toujours durement fragilisées. Des signaux préoccupants émergent dans le bâtiment (second œuvre, fabrication et négoce de matériaux). Du côté des régions, si tous les territoires sont dans le rouge, la région PACA semble le mieux résister. A l'inverse, les Hauts-de-France – où les défauts ont doublé durant l'été – retrouvent une situation équivalente à 2019. Enfin, la hausse de la sinistralité chez les PME de moins de 50 salariés fait flamber le nombre d'emplois menacés, qui approche désormais 33 000.

Thierry Millon, directeur des études Altares :

« Le nombre des défaillances d'entreprises augmente très vite. Les difficultés, qui se concentraient ces derniers mois sur les activités B2C se propagent et n'épargnent plus les PME. Le contexte économique très tendu mine la confiance des acheteurs et la montée des risques fait trembler les directions financières. Les mauvais chiffres du mois d'août (+ 98 % vs. Août 2021), période pourtant traditionnellement plus calme, témoignent de l'urgence de certaines situations.

Nous sommes encore loin des 50 000 procédures annuelles mais l'accélération très forte de ces derniers mois pourrait impacter les fournisseurs qui peineront à gérer la démultiplication soudaine des défauts de clients, a fortiori de PME. 10 000 défaillances de plus sur un an, ce sont aussi de nombreuses factures qui resteront impayées. »

Le nombre de défaillances en hausse de 69 %, un taux jamais observé en plus de 25 ans.

Les records se suivent d'une année à l'autre, mais pour des raisons diamétralement opposées. Avec moins de 5500 défaillances, le niveau de sinistralité du 3ème trimestre 2021 était le plus bas jamais observé en 25 ans. Cet été 2022, 8950 entreprises ont défailli entre le 1er juillet et le 30 septembre 2022, c'est 68,5% de plus qu'un an plus tôt. Une hausse record, jamais observée jusqu'à aujourd'hui. Si l'on ne franchit pas encore le seuil des 10 000 procédures de l'été 2019, le retour aux standards d'avant Covid s'accélère.

A titre de référence, au cours des 25 dernières années, des hausses de plus de 20 % n'ont été observées qu'à trois autres reprises : lors de la crise financière de 2008 (+ 22 % au 4ème trimestre 2008 et au 1er trimestre 2009) et au 1er trimestre 2002 (+25 %) en comparaison d'un 1er trimestre 2001 perturbé par la grève des juges des tribunaux de commerce.

Sur 12 mois glissés, la barre des 38 000 ouvertures de procédure collective est dépassée pour la première fois depuis l'été 2020. Une augmentation de 10 000 défaillances sur un an, qui ne ramène pas pour autant la France à ses niveaux de défauts de septembre 2019 (53 500). Les procédures de sauvegarde restent toujours peu nombreuses (229) au regard de l'ensemble des ouvertures mais en ce 3e trimestre 2022, leur nombre dépasse les seuils d'avant crise. C'est même la valeur estivale la plus haute depuis 2016.

Les procédures de redressement judiciaire (RJ) sont en hausse rapide de 63,2 % avec 2109 jugements prononcés. Elles représentent toujours moins d'un jugement sur quatre (24 %), un taux inférieur aux 30 % relevés avant Covid.

Les liquidations judiciaires directes (LJ), concentrent encore près des trois quarts (74 %) des jugements d'ouverture. Ce taux est nettement supérieur à celui constaté avant la crise sanitaire (68 %). Elles ont concerné 6612 entreprises, soit une augmentation de 71,3 %.

Les entreprises les plus jeunes de plus en plus vulnérables

Les entreprises âgées de zéro à cinq ans concentrent 45 % de l'ensemble des ouvertures de procédure. Parmi elles, celles de moins de trois ans, nées avec la crise sanitaire sont durement impactées (+70,6%), un phénomène encore plus marqué chez les entreprises de trois à cinq ans (+81,6%).

L'essentiel (86%) des jeunes entreprises défaillantes sont des sociétés commerciales créées sous le statut de SARL ou, de plus en plus, de SAS (dont SASU) peu capitalisées (capital social médian de 2000 euros).

Les défaillances de PME accélèrent et retrouvent les seuils de 2019

Les trois quarts des procédures concernent des TPE de moins de trois salariés (6720 sur un total de 8950).

Les TPE de trois à neuf salariés comptent 1500 défaillances. Ce sont donc elles qui donnent la tendance trimestrielle.

La situation se complique pour les PME de moins de cinquante salariés. 439 PME de dix à dix-neuf salariés ont défailli cet été, c'est 77 % de plus qu'il y a un an et désormais plus qu'à l'été 2019 (381).

Les PME de vingt à quarante-neuf salariés font face à une accélération encore plus marquée. Ce trimestre, le nombre de défauts a plus que doublé (+111%) pour atteindre 186 ouvertures, soit un niveau approchant celui de l'été 2019 (193). Ces PME défaillantes se situent dans de nombreux secteurs, en particulier le BTP, le transport, la restauration, l'industrie ou le commerce automobile. La plus forte vulnérabilité de ces PME fait flamber le nombre d'emplois menacés, qui approche désormais 33 000.

A l'opposé, les sociétés défaillantes de plus de cinquante salariés sont relativement peu nombreuses (55) et tentent de résister (+22 %).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	Evolution T3 2022/T3 2021	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	216	205	155	159	229	44,0%	193
Redressements Judiciaires	3 613	3 161	1 466	1 292	2 109	63,2%	2 328
Liquidations judiciaires directes	7 843	7 205	5 081	3 860	6 612	71,3%	6 120
Total défaillances	11 672	10 571	6 702	5 311	8 950	68,5%	8 641
Total Emplois menacés	34 900	36 200	26 600	17 460	32 970	15 510	29 626
Emplois menacés par entreprise	3,0	3,4	4,0	3,3	3,7	0,4	3,5

Les défaillances en hausse dans tous les secteurs

Les activités à destination du consommateur toujours plus en souffrance



Restauration & hébergement

- Restauration : le nombre de défauts bondit et approche les seuils de 2019 (+150 % ; 998)
- La hausse dépasse même 200 % en restauration rapide (417 ; +209 %)
- Tendance à 3 chiffres en restauration assise (546 ; +124 %) et débits de boissons (180 ; + 134 %).



Commerce

- Commerce de détail : les évolutions virent aussi au rouge vif.
- Dans plusieurs activités, le nombre de défauts double et l'on retrouve les seuils de 2019, comme pour les magasins multi-rayons (162 ; +103 %), où l'on retrouve des épiceries, des superettes et des supermarchés.
- Vente hors magasin (228 ; +115%), on observe plus de défaillances qu'en 2019 (179). Cela concerne essentiellement le e-commerce.
- Le nombre d'ouvertures double en sport et loisirs (73 ; +109 %) et habillement (161 ; +109 %).
- Le détail alimentaire n'est pas épargné (218 ; +93 %) (boucherie, poissonnerie, fruits et légumes).
- L'activité commerce et réparation de véhicule connaît une dégradation moins forte que la moyenne (+62 % vs +69 %). Le nombre de défauts dépasse néanmoins celui de l'été 2019 (430 vs. 398).
- Le commerce interentreprises résiste un peu mieux (406 ; +48%) à l'exception du négoce de matériaux de construction (+72%) qui reste encore très en-dessous de celui de l'été 2019 (62 vs 100).



Services aux particuliers

- Les salons de coiffure et instituts de beauté connaissent encore une dégradation très forte (+94%). On dépasse désormais les seuils d'avant crise (291 vs 269).

Les activités B2B rattrapées à leur tour par la forte hausse des procédures



Construction

- L'augmentation des défaillances est moins rapide que la moyenne nationale (2072 ; +55 %), grâce au gros œuvre (566 ; + 27 %). A l'inverse, le second œuvre dérape fortement (1060 ; +81%)
- Les travaux publics limitent la dégradation (113 ; +49 %) mais on dépasse les seuils relevés au 3e trimestre 2019.
- L'immobilier enregistre des tendances plus sévères et des valeurs supérieures à celles de l'été 2019 dans la promotion (53 ; +83 %) et les agences immobilières (87 ; +71 %).



Industries manufacturières / Agroalimentaire

- L'industrie accuse une forte hausse des défauts (688 ; +85 %) tirée par l'alimentaire (297 ; +141 %) et plus précisément la boulangerie-pâtisserie (233 ; +128 %).
- En manufacture, les tendances sont généralement moins lourdes à l'exception de la fabrication de matériaux de construction (+70 %) et la réparation-maintenance (+76 %).



Services aux entreprises

- Dans les services aux entreprises (1 102 ; +46 %) la hausse est inférieure à la tendance générale, à l'exception de la publicité (+77 %) ou du design (+161%). Les défaillances sont les plus nombreuses dans l'ingénierie (139 ; +62 %).
- Dans les services informatiques & édition de logiciels, l'augmentation est contenue sous les 15 % mais avec 177 entreprises défaillantes cet été, l'activité remonte à sa valeur du 3e trimestre 2019.



Transports

- Le secteur des transports et de la logistique enregistre une dégradation proche de la moyenne globale (377 ; +62 %).
- Le transport routier de marchandises (230 ; +55 %) comptabilise plus de défaillances en ce 3e trimestre 2022 qu'en 2019. Le fret de proximité (+55 %) dépasse désormais les valeurs de l'été 2019 (144 vs. 121), le fret interurbain s'en rapproche (79 vs 90).
- Le transport de voyageurs est plus fragilisé (105 ; +81 %) essentiellement chez les taxis (90 ; +80 %)



Agriculture

- L'agriculture limite l'augmentation du nombre de défauts à +11 % (182) à la faveur de la performance de l'élevage -11% après un 2e trimestre déjà en retrait de 11%.

Détail des défaillances d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2022 dans les régions

Toutes les régions « dans le rouge » : la PACA résiste mieux, les Hauts de France à la peine

Les Hauts de France, seule région à retrouver la sinistralité de 2019

La région enregistre son douzième mois consécutif de hausse du nombre de défaillances d'entreprises et les mois de cet été n'ont pas donné de signes d'amélioration. Les ouvertures de procédure ont plus que doublé (+116%) et dépassent désormais le niveau du 3^e trimestre 2019 (875 vs 828).

La Corse accuse la plus forte augmentation du nombre de défauts

La région compte 54 entreprises en défaillance ce 3^e trimestre contre 21 un an plus tôt soit une augmentation de +157%. Aucune autre région ne présente une dégradation aussi rapide.

Dans quatre autres régions, l'augmentation des défaillances d'entreprises dépasse + 80 %

En **Occitanie**, les ouvertures de procédure sont en hausse continue depuis neuf mois. L'été marque même une accélération avec un bond de plus de 130 % en août. Sur le trimestre ; la région enregistre 814 défauts (+91%).

En **Auvergne-Rhône-Alpes**, la hausse des défaillances, ininterrompue depuis novembre 2021, est plus forte encore cet été 2022 (+87 %). La région compte 1050 ouvertures de procédures.

En **Pays de la Loire**, les défauts ont explosé de 314 % en août. Sur trois mois la hausse est de 87 % (360 procédures).

La **Normandie** a enregistré un mois de juillet très dégradé (+138 %) qui a pesé sur la tendance trimestrielle (82 %).

Trois régions enregistrent une dégradation comprise entre +60 % et +80 %

La **Bretagne** a enregistré une augmentation de 103 % du nombre de défaillances d'entreprises en juillet et 206 % en août. A la faveur d'un bien meilleur mois de septembre, la région limite la hausse trimestrielle à +77% ;

Le **Centre Val de Loire** a stabilisé les ouvertures de procédures en septembre mais sur le trimestre l'augmentation reste sensible (+71%).

La **Bourgogne-Franche-Comté** fait à peine mieux que la moyenne nationale (+64%).

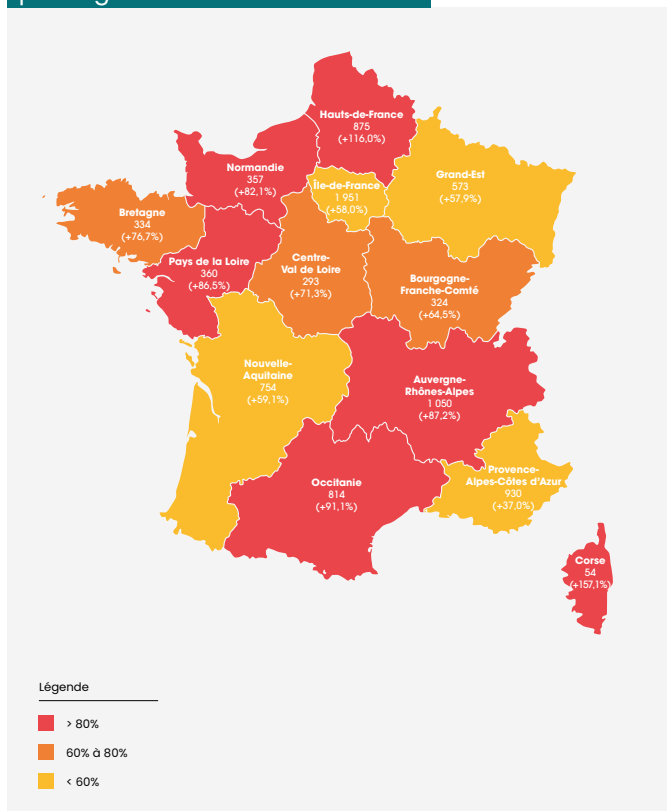
Trois régions passent juste sous 60%

En **Nouvelle-Aquitaine**, **Ile-de-France** et **Grand Est**, l'évolution du nombre de défaillances est comprise entre 58 et 59 %.

Provence-Alpes-Côte d'Azur, la meilleure performance régionale

La région a contenu la hausse des défauts à 31% en août et sous les 5 % en septembre. Dans ces conditions, sur trois mois, la région **Provence-Alpes-Côte d'Azur** contient l'augmentation à « seulement » 37 %.

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^e trimestre 2022



Thierry Millon conclut :

« L'hypothèse d'un volume de défaillances d'entreprises contenu sous la barre symbolique des 40 000 en 2022 reste à ce stade plausible mais compromise. Le risque de pénurie d'énergie et l'envolée des prix complexifient fortement l'équation budgétaire des prochains mois pour de très nombreuses entreprises, quelle que soit leur taille ou leur secteur d'activité.

D'autant qu'au-delà des factures qui flambent, s'ajoute la problématique du remboursement des dettes (classiques et/ou PGE) ou auprès des Urssaf. Ces dernières ont joué un rôle tampon durant la crise mais, à l'instar du reste de l'économie, le retour à la normale prévaut et avec lui les échéances de règlement qu'il va falloir tenir.

Par conséquent, en début d'année prochaine, les tribunaux pourraient retrouver davantage d'assignations déposées par l'organisme en action en recouvrement. La remontée des défaillances d'entreprises qui semble donc bien irréversible se poursuivra en 2023.

Anticipation et prévention, resteront les mots d'ordre. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

À propos d'Altares



www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 440 millions d'entreprises dans 220 pays.

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3^e trimestre 2022

1. Statistiques détaillées des défaillances | 3^e trimestre 2022

09	Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3 ^e trimestre sur 5 ans
10	Histogramme des défaillances sur 5 ans
10	Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
10	Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
11	Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
13	Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
14	Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
15	Les défaillances d'entreprises au cours du 3 ^e trimestre 2022
16	Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 3 ^e trimestre 2022

2. Annexes

17	Note méthodologique
18	Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

3^e trimestre 2022

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^e trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

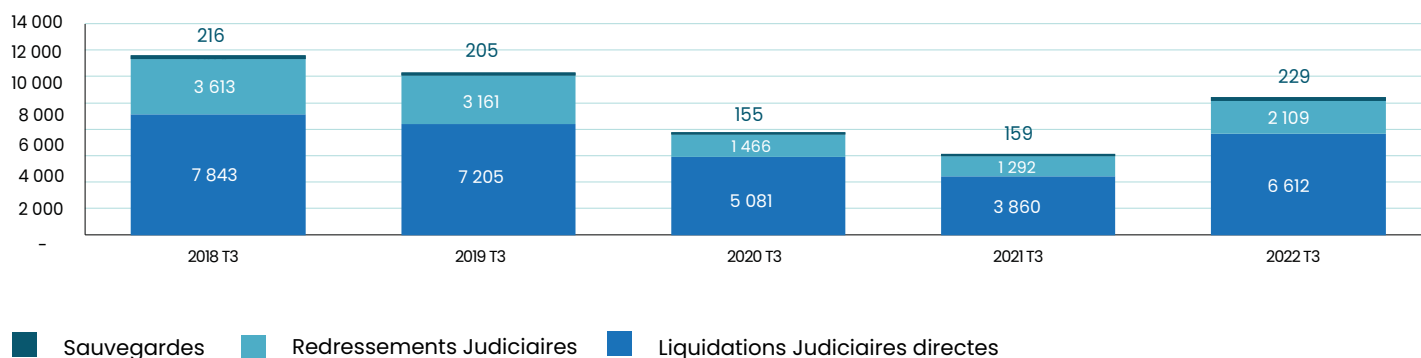
Nombre d'ouvertures	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	Évolution 2022 T3/2021 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	216	205	155	159	229	44,0%	193
Redressements Judiciaires	3 613	3 161	1 466	1 292	2 109	63,2%	2 328
Liquidations Judiciaires directes	7 843	7 205	5 081	3 860	6 612	71,3%	6 120
Total défaillances	11 672	10 571	6 702	5 311	8 950	68,5%	8 641

Taux par nature de procédure	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	Évolution 2022 T3/2021 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	1,9%	1,9%	2,3%	3,0%	2,6%	-0,4%	2,2%
Redressements Judiciaires	31,0%	29,9%	21,9%	24,3%	23,6%	-0,8%	26,9%
Liquidations Judiciaires directes	67,2%	68,2%	75,8%	72,7%	73,9%	1,2%	70,8%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois menacés	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	Évolution 2022 T3/2021 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	1 700	3 100	2 100	1 450	2 520	1 070	2 174
Redressements Judiciaires	16 700	17 800	12 600	7 170	16 000	8 830	14 054
Liquidations Judiciaires directes	16 500	15 300	11 900	8 840	14 450	5 610	13 398
Total emplois menacés	34 900	36 200	26 600	17 460	32 970	15 510	29 626

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2018 T3	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	Évolution 2022 T3/2021 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	7,9	15,1	13,5	9,1	11,0	1,9	11,3
Redressements Judiciaires	4,6	5,6	8,6	5,5	7,6	2,0	6,4
Liquidations Judiciaires directes	2,1	2,1	2,3	2,3	2,2	-0,1	2,2
Total emplois menacés	3,0	3,4	4,0	3,3	3,7	0,4	3,5

Histogramme des évolutions de défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2021 T3				2022 T3				Évolution 2022 T3 / 2021 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	95	889	3 031	4 015	109	1 396	5 215	6 720	67,4%	77,6%
3 à 5	20	173	464	657	35	275	806	1 116	69,9%	72,2%
6 à 9	11	76	171	258	16	140	278	434	68,2%	64,1%
10 à 19	15	89	144	248	37	164	238	439	77,0%	54,2%
20 à 49	8	41	39	88	23	98	65	186	111,4%	34,9%
50 à 99	6	9	8	23	4	20	5	29	26,1%	17,2%
100 et plus	4	15	3	22	5	16	5	26	18,2%	19,2%
Total défaillances	159	1 292	3 860	5 311	229	2 109	6 612	8 950	68,5%	73,9%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2021 T3				2022 T3				Évolution 2022 T3 / 2021 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	20	126	603	749	13	220	1 045	1 278	70,6%	81,8%
3 à 5 ans	29	368	1 146	1 543	49	674	2 079	2 802	81,6%	74,2%
6 à 10 ans	39	330	941	1 310	61	532	1 581	2 174	66,0%	72,7%
11 à 15 ans	16	187	531	734	35	243	818	1 096	49,3%	74,6%
16 et plus	55	281	639	975	71	440	1 089	1 600	64,1%	68,1%
Total défaillances	159	1 292	3 860	5 311	229	2 109	6 612	8 950	68,5%	73,9%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

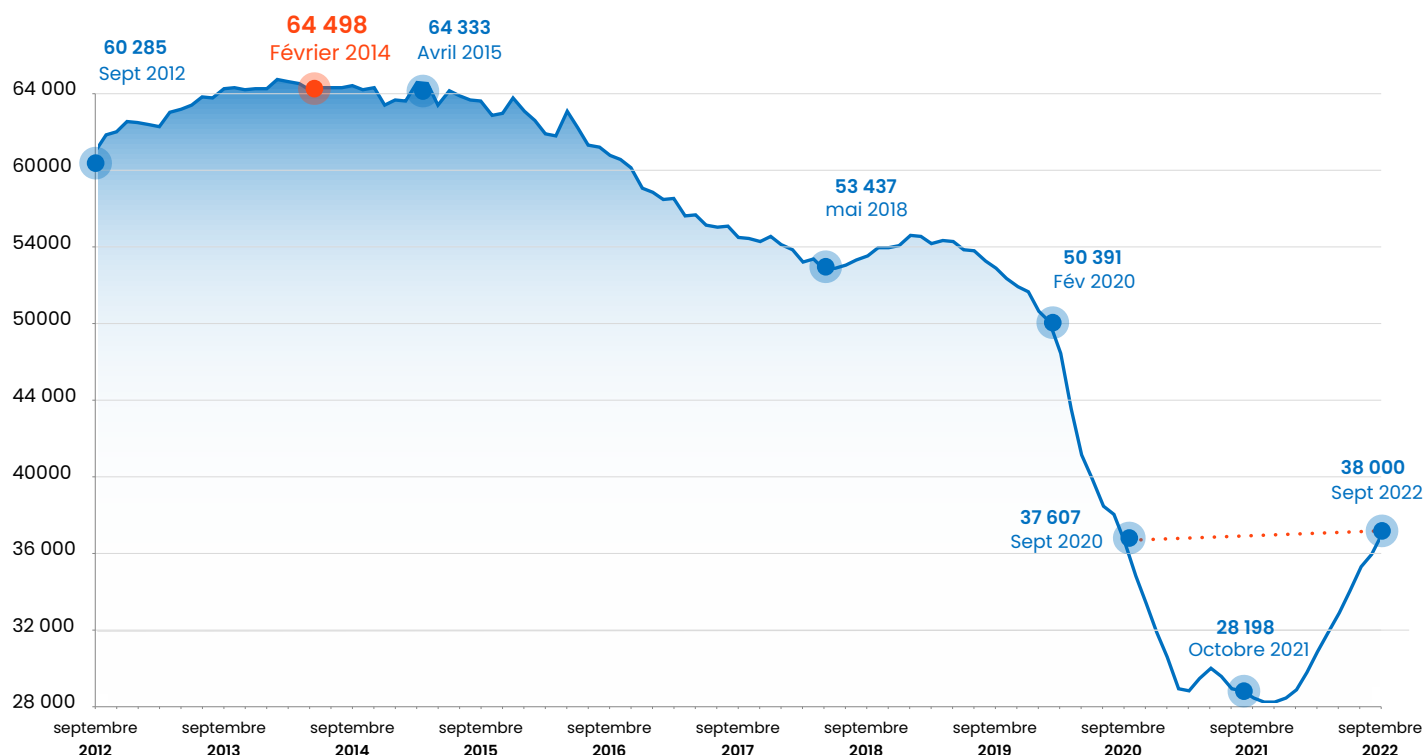
Activité	2021 T3				2022 T3				Évolution 2022 T3 / 2021 T3	Taux de Liquidations Judiciaires	
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total			
Agriculture	9	78	77	164	8	79	95	182	11,0%	52,2%	
Chasse, pêche, forêt	2	13	17	32	1	7	29	37	15,6%	78,4%	
Culture	6	22	23	51	4	35	34	73	43,1%	46,6%	
Elevage	1	43	37	81	3	37	32	72	-11,1%	44,4%	
Construction	33	349	957	1339	36	524	1512	2072	54,7%	73,0%	
Bâtiment	Gros œuvre	10	122	314	446	3	141	422	566	26,9%	74,6%
	Second œuvre	6	152	427	585	9	274	777	1060	81,2%	73,3%
	Travaux Publics	3	20	53	76	4	28	81	113	48,7%	71,7%
Immobilier	Promotion immobilière	4	7	18	29	4	5	44	53	82,8%	83,0%
	Agences immobilières		6	45	51	1	21	65	87	70,6%	74,7%
	Autres activités immobilières	10	42	100	152	15	55	123	193	27,0%	63,7%
Commerce	17	240	922	1179	43	408	1645	2096	77,8%	78,5%	
Commerce & réparation véhicules	6	54	206	266	7	112	311	430	61,7%	72,3%	
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	1	20	59	80	4	25	133	162	102,5%	82,1%
	Détail alimentaire	1	18	94	113	6	45	167	218	92,9%	76,6%
	Bricolage & équipement du foyer	1	20	77	98	3	31	131	165	68,4%	79,4%
	Sport & loisirs	1	5	29	35	3	16	54	73	108,6%	74,0%
	Commerce d'habillement		15	62	77	5	24	132	161	109,1%	82,0%
	Soin de la personne & optique	3	11	28	42	3	7	49	59	40,5%	83,1%
	Vente hors magasin	1	18	87	106	3	40	185	228	115,1%	81,1%
	Carburants & combustibles			5	5	1	1	8	10	100,0%	80,0%
	Autres commerces de détail		13	70	83	1	25	158	184	121,7%	85,9%
	Commerce Interentreprises	Centrales d'achat	1	10	35	46	2	11	44	57	23,9%
Alimentaire			13	35	48		12	50	62	29,2%	80,6%
Textile, habillement			3	12	15	1	2	12	15	0,0%	80,0%
Biens domestiques		1	10	30	41	1	16	49	66	61,0%	74,2%
Equipements informatiques & électroniques			2	8	10	1	5	22	28	180,0%	78,6%
Machines & équipements		1	8	27	36		12	38	50	38,9%	76,0%
Matériaux de construction, sanitaire...			11	25	36	1	10	51	62	72,2%	82,3%
Autre commerce interentreprises			9	33	42	1	14	51	66	57,1%	77,3%
Industrie	15	101	256	372	29	216	443	688	84,9%	64,4%	
Industrie agroalimentaire	Industrie alimentaire	3	31	89	123	10	96	191	297	141,5%	64,3%
	<i>Dont Pdts de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	2	26	74	102	5	76	152	233	128,4%	65,2%
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir		2	19	21		8	23	31	47,6%	74,2%
	Bois, matériaux de construction	1	5	14	20	1	12	21	34	70,0%	61,8%
	Imprimerie	1	7	24	32	2	11	26	39	21,9%	66,7%
	Métallurgie, mécanique	6	19	38	63	6	25	34	65	3,2%	52,3%
	Energie, Eau, Environnement		4	12	16	2	4	15	21	31,3%	71,4%
	Réparation, maintenance	2	15	25	42	1	20	53	74	76,2%	71,6%
	Autre industrie manufacturière	2	18	35	55	7	40	80	127	130,9%	63,0%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2021 T3				2022 T3				Évolution 2022 T3 /2021 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	4	37	150	191	8	53	190	251	31,4%	75,7%
Services informatiques & édition de logiciels	4	28	122	154	8	38	131	177	14,9%	74,0%
Autres activités information & communication		9	28	37		15	59	74	100,0%	79,7%
Transport & logistique	4	54	175	233	3	83	291	377	61,8%	77,2%
Transport routier de marchandises	2	37	109	148	3	48	179	230	55,4%	77,8%
Autres activités de transport		7	20	27		9	33	42	55,6%	78,6%
Transport routier de voyageurs	2	10	46	58		26	79	105	81,0%	75,2%
Activités d'assurance et financières	1	9	28	38	5	20	62	87	128,9%	71,3%
Activités financières	1	5	20	26	4	17	46	67	157,7%	68,7%
Activités d'assurance		4	8	12	1	3	16	20	66,7%	80,0%
Services aux entreprises	32	187	535	754	38	273	791	1102	46,2%	71,8%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	2	35	79	116	8	39	146	193	66,4%	75,6%
Conseil en communication et gestion	6	16	106	128	2	26	128	156	21,9%	82,1%
Services d'architecture et d'ingénierie	3	30	87	120	5	49	134	188	56,7%	71,3%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	11	25	46	82	17	49	86	152	85,4%	56,6%
Autres services administratifs aux entreprises	8	45	131	184	4	70	173	247	34,2%	70,0%
Sécurité	1	17	29	47		11	45	56	19,1%	80,4%
Nettoyage de bâtiments	1	19	57	77	2	29	79	110	42,9%	71,8%
Services aux particuliers	8	46	174	228	3	74	326	403	76,8%	80,9%
Activités de réparation	4	4	19	27		8	33	41	51,9%	80,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	29	118	150	3	58	230	291	94,0%	79,0%
Autres services à la personne	1	13	37	51		8	63	71	39,2%	88,7%
Hébergement, restauration, débits de boissons	18	119	383	520	33	280	920	1233	137,1%	74,6%
Hébergement	4	9	30	43	7	13	35	55	27,9%	63,6%
Restauration	13	96	291	400	21	227	750	998	149,5%	75,2%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	11	57	176	244	13	129	404	546	123,8%	74,0%
<i>Dont Restauration rapide</i>	1	36	98	135	8	90	319	417	208,9%	76,5%
Débits de boissons	1	14	62	77	5	40	135	180	133,8%	75,0%
Autres activités	18	72	203	293	23	99	337	459	56,7%	73,4%
Santé humaine & action sociale	8	18	48	74	2	23	70	95	28,4%	73,7%
Activités récréatives	7	27	80	114	12	41	134	187	64,0%	71,7%
Enseignement	3	20	57	80	6	26	98	130	62,5%	75,4%
Autres activités		7	18	25	3	9	35	47	88,0%	74,5%
Total défaillances	159	1 292	3 860	5 311	229	2 109	6 612	8 950	68,5%	73,9%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants – septembre 2012 à septembre 2022)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

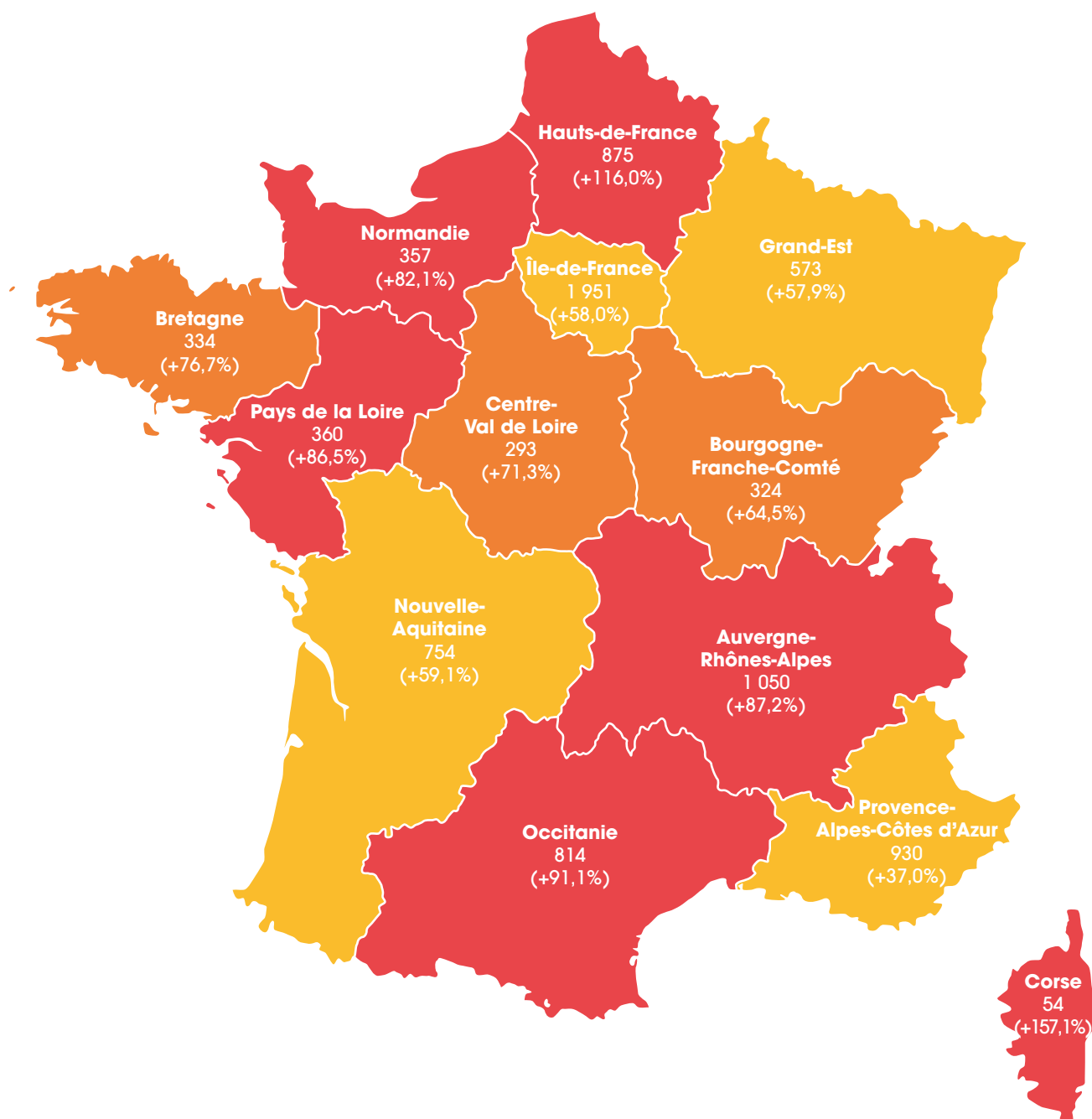
Régions	2021 T3				2022 T3				Évolution 2022 T3 / 2021 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	19	118	424	561	35	217	798	1 050	87,2%	76,0%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	3	50	144	197	9	84	231	324	64,5%	71,3%
BRETAGNE	7	43	139	189	5	71	258	334	76,7%	77,2%
CENTRE VAL DE LOIRE	2	34	135	171	4	90	199	293	71,3%	67,9%
CORSE		5	16	21	1	12	41	54	157,1%	75,9%
GRAND EST	10	83	270	363	19	161	393	573	57,9%	68,6%
HAUTS DE FRANCE	14	93	298	405	18	210	647	875	116,0%	73,9%
ILE DE FRANCE	18	197	1 020	1 235	32	383	1 536	1 951	58,0%	78,7%
NORMANDIE	16	42	138	196	10	79	268	357	82,1%	75,1%
NOUVELLE AQUITAINE	17	116	341	474	36	192	526	754	59,1%	69,8%
OCCITANIE	13	84	329	426	20	197	597	814	91,1%	73,3%
PAYS DE LA LOIRE	3	55	135	193	10	71	279	360	86,5%	77,5%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	21	283	375	679	22	255	653	930	37,0%	70,2%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	16	89	96	201	8	87	186	281	39,8%	66,2%
TOTAL DEFAILLANCES	159	1 292	3 860	5 311	229	2 109	6 612	8 950	68,5%	73,9%

Les défaillances d'entreprises au 3^e trimestre 2022

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
SCOPELEC	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	4222Z	81	1785	428,9	2020	Conversion en redressement judiciaire	Septembre
CLESTRA HAUSERMAN	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4332B	67	388	77,3	2021	Redressement judiciaire	Aout
THE WATCHES CONNECTION	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'articles d'horlogerie et de bijouterie	4648Z	75	20	75,7	2011	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Septembre
ALLIMAND	Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	2895Z	38	182	53,5	2020	Procédure de sauvegarde	Aout
RINALDI STRUCTAL (Coralu)	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4332B	68	100	44,1	2011	Procédure de sauvegarde	Juillet
RINALDI STRUCTAL	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4332B	68	150	44,0	2011	Procédure de sauvegarde	Juillet
AVENIR DECONSTRUCTION	Travaux de démolition	4311Z	33	264	42,0	2021	Procédure de sauvegarde	Septembre
FEEDBACK	Autres activités informatiques	6209Z	92	500	37,9	2017	Redressement judiciaire	Juillet
CNMP COMPAGNIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS PORTUAIRES	Manutention portuaire	5224A	76	33	35,2	2020	Extension de la procédure de redressement judiciaire	Juillet
INTERIOR'S	Commerce de détail de meubles	4759A	76	205	31,1	2020	Procédure de sauvegarde	Juillet
SOTEC-France	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	4322A	94	124	25,6	2019	Liquidation judiciaire	Juillet
CONFIG	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	4651Z	75	28	22,9	2019	Redressement judiciaire	Juillet
ARELEC	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique	2344Z	64	79	21,8	2019*	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Août
PARALU	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4332B	69	152	20,3	2020	Redressement judiciaire	Juillet
SAS AGOSAC CONSTRUCTION	Construction de maisons individuelles	4120A	40	20	20,1	2020	Redressement judiciaire	Juillet
SOGRANLOTRANS	Transports routiers de fret interurbains	4941A	42	182	19,2	2021	Procédure de sauvegarde	Juillet
D'HONDT THERMAL SOLUTIONS	Réparation de machines et équipements mécaniques	3312Z	59	66	17,7	2020	Procédure de sauvegarde	Juillet
AK POITIERS	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	86	74	17,1	2019	Redressement judiciaire	Juillet
PRP CREATION	Fabrication d'emballages en matières plastiques	2222Z	01	167	16,6	2020	Redressement judiciaire	Juillet
CORINO BTP	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4399C	13	9	16,1	2021	Liquidation judiciaire	Septembre
CHAPITRE.COM	Vente à distance sur catalogue spécialisé	4791B	75	24	15,6	2020	Redressement judiciaire	Juillet
RELEVE SERVICE PLUS	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	8299Z	78	250	12,5	2019	Redressement judiciaire	Août
FAST DESPATCH LOGISTICS	Transports routiers de fret interurbains	4941A	93	402	12,3	2020	Liquidation judiciaire	Septembre
SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL (AUTO CAST INDUSTRY)	Fonderie de fonte	2451Z	53	114	11,2	2020	Redressement judiciaire	Septembre
HIVENTY FRANCE	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	5912Z	92	102	10,6	2020	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire	Aout
CONSTEL	Ingénierie, études techniques	7112B	69	203	10,3	2021	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire	Juillet
CARTOL	Fabrication d'autres équipements automobiles	2932Z	79	129	8,2	2020	Redressement judiciaire	Juillet
CLINIQUE DE GASCOGNE	Activités hospitalières	8610Z	32	104	7,3	2020	Redressement judiciaire	Juillet
ACIAM (CAMAIEU)	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	59	2574		Non publié	Redressement judiciaire	Août
KORBEBY D'OR (BILIMBI SERVICES)	Aide à domicile	8810A	974	655		Non publié	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Aout

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^e trimestre 2022



Légende

- > 80%
- 60% à 80%
- < 60%

ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Cela concerne aussi les ouvertures après résolution du plan de redressement. En revanche, les statistiques de défaillances ne considèrent ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédures (et leurs suites) est enregistrée.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A PROPOS D'ALTARES

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.



Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon

Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données **sur plus de 440 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Relations presse

Urielle Dutartre

urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Candice Piekacz

candice.piekacz@coriolink.com
06 71 38 53 15

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

Amsterdam office

Krijn Taconiskade 438
1087 HW Amsterdam

www.altares.nl

Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |

SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |

TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com